

BOURGOGNE

Santé et sécurité dans l'enseignement agricole

C'est à AgroSup Dijon que la caisse régionale MSA de Bourgogne et la Draaf (Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt) avaient donné rendez-vous, mi-novembre, à l'ensemble des directeurs d'établissements scolaires agricoles, privés et publics, de la région. Accompagnés d'enseignants et de formateurs, mais aussi de futurs directeurs d'établissements en formation à Agrosup, ils étaient environ 120 pour échanger sur la place de la santé et de la sécurité au sein de leurs structures respectives.

Les accidents du travail sont toujours trop nombreux et 40 % des personnes accidentées ont moins d'un an d'ancienneté ; les agriculteurs, jeunes et moins jeunes, manquent d'informations sur la prévention des accidents, sur la législation ; les jeunes en formation et les agriculteurs prennent difficilement conscience des conséquences professionnelles et personnelles d'un accident du travail. Ces constats plaident pour l'acquisition de connaissances et l'intégration de la santé et de la sécurité au travail au plus tôt, et dans la durée, donc nécessairement lors de la formation initiale des futurs actifs agricoles. D'où la volonté affichée par la MSA et la Draaf sur cette question.

Au cours de cette journée, des éléments de contexte (statistiques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, sécurité dans les référentiels, outils pédagogiques existants) ont été présentés aux responsables d'établissements, des enseignants ont témoigné sur des actions de santé et de sécurité dans leur établissement, une avocate à la Cour d'appel de Paris est intervenue sur la responsabilité civile et pénale en cas d'accident du travail, sur la responsabilité des directeurs d'établissements, notamment sur le sujet des stages en exploitation agricole.

Les échanges qui ont suivi entre directeurs et formateurs ont permis de hiérarchiser les actions à conduire auprès des apprenants, des enseignants, des maîtres de stages et des équipes de direction pour les quatre prochaines années.